

Etablissement support
Intérim

AVRIL 2024

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES DE FOURNITURES COURANTES
ET SERVICES**

INTR24-001

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

**Mise à disposition de personnel
intérimaire dans le domaine
médical pour les établissements
du GHT 72**

SOMMAIRE

PAGES

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	1
CHAPITRE 1 – GENERALITES	4
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE	5
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE	5
4.1 Décomposition en lots	5
4.2 Décomposition en tranches	5
4.3 Décomposition en phases	5
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE	5
6.1 Ordres de service	5
6.2 Bons de commande	5
6.3 Marchés subséquents	8
6.4 Commandes hors accord-cadre	8
6.5 Prestations similaires et livraisons complémentaires	8
ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	8
7.1 Clause environnementale	8
7.2 Clause sociale	8
ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES	8
ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE	9
ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES	9
10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac	9
10.2 Dispositions liées à l'obligation du PASS SANITAIRE / VACCINAL	10
10.3 Respect des principes de la République	10
CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT	10
ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX	10
ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX	11
ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT	11
13.1 Avance	11
13.2 Remise de la demande de paiement	11
13.3 Acomptes	11
13.4 Contenu de la demande de paiement	12
13.5 Comptables assignataires	12
13.6 Délais de paiement	12
13.7 Escomptes	12
13.8 Intérêts moratoires	12
CHAPITRE 3 : DELAIS	13
ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION	13
ARTICLE 15 : PENALITES	14
15.1 Pénalités pour non-respect des engagements (obligation de moyen)	14
15.2 Pénalités pour défaut d'insertion	14
ARTICLE 16 : PRIME	14
CHAPITRE 4 : EXECUTION	14

ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION	14
17.1 Livraison	14
17.2 Clause de réexamen	14
17.3 Changement de références.....	15
17.4 Prestations similaires	15
17.5 Exécution de la prestation aux frais et risques	15
ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE	15
18.1 Opérations de vérification.....	15
18.2 Maintenance des prestations	16
18.3 Garanties	16
ARTICLE 19 – ASSURANCES	16
ARTICLE 20 – RESILIATION	16
ARTICLE 21 – DIFFERENDS	16
ARTICLE 22 – DEROGATIONS	17
ARTICLE 23 – ANNEXES.....	17

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Château du Loir
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour son propre compte et le compte de tous les Etablissement partie/membre du GHT 72.

Le présent marché applique le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 30/03/2021.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour le compte des établissements listés ci-dessus, d'une part ;
- Et,
- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la prestation de travail temporaire de praticiens intérimaires dans les établissements publics de santé via leur mise à disposition par des entreprises de travail temporaire (ETT) en application du décret n°2017-1605 du 24 novembre 2017 relatif au travail temporaire des praticiens intérimaires dans les établissements publics de santé et de l'arrêté du 24 novembre 2017 modifié fixant le montant du plafond des dépenses engagées par un établissement public de santé au titre d'une mission de travail temporaire.

En application de l'article L. 1251-1 du code du travail, la prestation de travail temporaire, communément appelée intérim, est définie comme étant un dispositif de mise à disposition

temporaire d'un salarié par une entreprise de travail temporaire (ETT) au bénéfice d'un client utilisateur pour l'exécution d'une mission. L'ETT est l'employeur du salarié concerné et à ce titre rédige son contrat de travail et le rémunère. Le praticien est mis à la disposition d'un établissement public de santé pour une mission donnée. L'établissement public de santé est défini comme étant le client utilisateur.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1 Décomposition en lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique dans la mesure où l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.3 Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Les prestations sont conclues à compter de la notification jusqu'au 31/08/2024.

Le marché est tacitement reconductible 12 fois par période d'un mois. Le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé au moins 1 mois à l'avance avant la fin de la période d'exécution en cours.

Le marché s'exécutera à compter de la notification.

ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Ordres de service

Sans objet

6.2 Bons de commande

A / Exécution des bons de commande

L'accord-cadre fait l'objet de bons de commande conclu avec 4 titulaires maximum sous réserve d'un nombre suffisant d'offres.

Les commandes sont réparties entre les 4 titulaires de la manière suivante :

1) Prestations programmées avec une échéance supérieure ou égale à 30 jours calendaires : en cascade avec 4 titulaires.

Pour ces prestations, le mode cascade est retenu : recours au titulaire classé n°1 en priorité puis au titulaire classé n°2 (en cas d'incapacité du n°1), puis au titulaire classé n°3 (en cas d'incapacité du n°2) puis au titulaire classé n°4 (en cas d'incapacité du n°3).

Les titulaires doivent faire un retour rapide à l'établissement sur leur possibilité de mise à disposition afin de pouvoir solliciter les autres titulaires dans des délais raisonnables.

Dans certaines situations ou la demande est supérieure à l'offre, un établissement pourra faire le choix d'une sollicitation en simultanée afin d'augmenter la probabilité d'une candidature.

Le bon de commande sera attribué au 1^{er} titulaire qui pourra satisfaire la demande sous réserve que l'intérimaire proposé répond à toutes les exigences formulées dans le bon de commande.

2) Prestations non programmées (urgences) avec une échéance inférieure à 30 jours calendaires : simultanée avec les 4 titulaires.

Pour ces prestations, les missions seront commandées dans le cadre d'une sollicitation simultanée.

Le bon de commande sera attribué au 1^{er} titulaire qui pourra satisfaire la demande sous réserve que l'intérimaire proposé répond à toutes les exigences formulées dans le bon de commande.

Le Centre Hospitalier du Mans ne garantit pas la passation de commandes au titulaire classé en deuxième, troisième ou quatrième position. L'absence de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum pour sa durée totale :

Montant minimum : néant

Montant maximum : 16 000 000 € HT

Le marché s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont transmis dans le cadre du présent marché.

La mise en œuvre des prestations par le titulaire du marché est déclenchée par l'émission de courriels ayant valeur de bons de commande ou enregistrement d'une demande dans le logiciel de gestion du titulaire.

Pour les commandes urgentes les sollicitations en cascade pourront se faire par téléphone puis confirmées par tout moyen dématérialisé.

Par dérogation à l'article 3.7.2. du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les commandes seront passées par l'établissement concerné au moyen de **bons de commande ou d'email**.

Chaque bon de commande comportera :

— la date de début et fin de la mission,

- les motifs du recours à l'intérim (congrés maladie, poste vacant, congrés annuels, congrés exceptionnels...) ou au placement (congrés maternité, poste vacant, ...),
- les caractéristiques du poste à pourvoir, dont l'unité de soins ou de travail concernée, la qualification professionnelle exigée de l'intérimaire,
- les horaires de travail,
- le lieu de la mission (bâtiment d'affectation),
- le service ou l'UF.

Pour des raisons d'organisations, le titulaire doit fournir à l'établissement public de santé concerné, le nom du praticien intérimaire qui interviendra, dès lors que le titulaire valide avec l'établissement concerné la mission.

Le titulaire propose une solution informatique permettant, à distance (internet), de mettre en place une interface adaptée entre les établissements publics de santé et le titulaire en vue de passer des commandes, valider les fiches horaires des praticiens intérimaires, signer les contrats et émettre les factures. A défaut, le titulaire s'engage à faciliter les échanges entre les différentes parties au marché et d'œuvrer à la mise en place d'une solution informatique.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Dès lors qu'ils auront été émis pendant la période de validité de l'accord-cadre, la prestation d'intérim pourra s'effectuer jusqu'à son terme.

Il est rappelé que le délai de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

B / Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

C / Annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande n'a pas pour objet de résilier le marché à bons de commande et constitue une simple mesure d'exécution du contrat.

L'établissement se réserve la possibilité d'annuler par voie écrite et émis de manière dématérialisée (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée.

Dans l'hypothèse où un établissement bénéficiaire annule une commande pourvue et planifiée par un titulaire, une indemnité est versée à ce dernier sauf cas de force majeure :

Lorsque la commande planifiée est annulée moins de 12h avant le début de l'exécution de la prestation,

$$ID = V \times 50\%$$

- Lorsque la commande planifiée est annulée dans un délai de 12h à 24 h avant le début de l'exécution de la prestation,

$$ID = V \times 20\%$$

- Lorsque la commande planifiée est annulée dans un délai supérieur à 24 h avant le début de l'exécution de la prestation, il n'y a pas de pénalité

V= montant de la mission non pourvue

Si une avance a été versée, elle devra être remboursée dans un délai de 15 jours à compter de l'annulation du bon de commande.

6.3 Marchés subséquents

Sans objet

6.4 Commandes hors accord-cadre

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que les titulaires de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé des achats ne dépasse pas 3% du montant total du montant maximum du marché, ni la somme de 50.000 € HT.

6.5 Prestations similaires et livraisons complémentaires

Les prestations de services objet du présent marché pourront donner lieu à la réalisation de prestations similaires. Ces prestations s'exécuteront conformément à un nouveau marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

7.1 Clause environnementale

Le présent marché public est soumis à des considérations environnementales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande et du CCAG applicable et notamment concernant les déplacements, les livraisons, la limitation et la gestion des déchets.

7.2 Clause sociale

Sans objet

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous* :

- L'Acte d'engagement (AE) ou ATTRI 1 et ses éventuelles annexes dont le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.), dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- L'offre technique du titulaire à l'exception des quantités précisées dans le D.Q.E. qui sont données à titre indicatif, (*)
- Le Règlement Intérieur du (ou des) établissement(s) concerné(s)

*Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. L'employeur devra apporter la preuve qu'il a intégré une clause de confidentialité aux contrats des personnels du titulaire intervenant dans le cadre de la prestation. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire informe les personnels intérimaires mis à disposition des éléments suivants :

- Le personnel mis à disposition est tenu au secret professionnel,
- Le personnel mis à disposition est tenu au respect de la discipline générale de l'établissement,
- Le personnel mis à disposition est tenu au respect des normes d'hygiène et de sécurité,
- Le personnel mis à disposition est tenu au respect des principes de laïcité.

ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES

10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.

Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs, est non-fumeur.

Seules quelques zones fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

10.2 Dispositions liées à l'obligation du PASS SANITAIRE / VACCINAL

Sans objet

10.3 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise limite des offres finales dit mois m_0 .

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à

l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.
Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Pour les prestations d'intérim, **le titulaire est rémunéré sur un coefficient de délégation contractuel qui reste ferme sur la durée du marché.**

Le titulaire a précisé les modalités de facturation des frais de logement, de restauration, de déplacement et les frais professionnels au BPU.

Le montant de la rémunération brute incluant, le surplus des frais excédant les limites des déductions de frais professionnels fixées dans les conditions du troisième alinéa l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale, ne pourra dépasser le montant du plafond fixé par l'arrêté du 24 novembre 2017 modifié fixant le montant du plafond des dépenses engagées par un établissement public de santé au titre d'une mission de travail temporaire.

ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX

La grille de rémunération du praticien est fixée par le décret n°2017-1605 du 24 novembre 2017 relatif au travail temporaire des praticiens intérimaires dans les établissements publics de santé et de l'arrêté du 24 novembre 2017 modifié fixant le montant du plafond des dépenses engagées par un établissement public de santé au titre d'une mission de travail temporaire.

En cas de parution de dispositions réglementaires nouvelles, les montants prévus par cette réglementation plafonneront les prix des prestations prévues au BPU.

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Avance

L'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

En application de l'**Option B** prévue au CCAG retenue, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond à 5 %.
L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

13.2 Remise de la demande de paiement

La remise de la demande de paiement intervient après l'admission des prestations, conformément aux stipulations du marché.

13.3 Acomptes

Sans objet

13.4 Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

- Les demandes de paiement sont établies sous forme de facture comprenant les éléments suivants :
- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion) ;
- Le numéro et la date du marché (ainsi que le numéro et la date du bon de commande si marché à bons de commande) et les références du bon de livraison ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le coefficient de délégation appliqué pour les prestations d'interim ;
- Le taux horaire brut de référence pour les prestations d'interim ;
- ;Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures et les pièces justificatives nécessaires sont déposées sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

13.5 Comptables assignataires

Les coordonnées des comptables assignataires de **chaque établissement membre du GHT 72** sont indiquées dans [l'Annexe 01 – Coordonnées des établissements membres du GHT 72](#) jointe au présent CCAP.

13.6 Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

13.7 Escomptes

Sans objet

13.8 Intérêts moratoires

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION

14.1 Délais d'exécution des prestations

Voir C.C.T.P.

14.2 Prolongation du délai d'exécution

En application du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après

l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 15 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue.

15.1 Pénalités pour non-respect des engagements (obligation de moyen)

Dans le cas où l'agence ne respecterait pas son obligation de moyen portant notamment sur les critères pour lesquels elle a été sélectionnée à savoir :

- niveau de formation du personnel,
- respect des conditions d'exercice (autorisation d'exercer, statut, temps de travail et repos de sécurité)
- moyens humains et techniques permettant de respecter les délais et les procédures d'exécution envisagées pour réaliser les prestations
- gestion et suivi qualitatif des prestations (modalités de suivi des commandes par établissement, gestion des événements indésirables, disponibilité des agences hors jours ouvrés),

Il est fait application d'une pénalité forfaitaire de 100 € par anomalie constatée sans mise en demeure préalable.

Pénalité pour non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur : 10 € par manquement constaté.

15.2 Pénalités pour défaut d'insertion

Sans objet

ARTICLE 16 : PRIME

Sans objet

CHAPITRE 4 : EXECUTION

ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

17.1 Livraison

Sans objet

17.2 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

- En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement de titulaire dans le cadre de la distribution de produits à titre exclusif.

17.3 Changement de références

Sans objet

17.4 Prestations similaires

Pour les prestations de services, le Centre Hospitalier du Mans se réserve la possibilité de recourir à la réalisation de prestations similaires à celles décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (et éventuellement son ou ses annexes) du présent marché, dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

17.5 Exécution de la prestation aux frais et risques

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article 45 du CCAG-FCS, de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Dans l'hypothèse où le personnel de l'établissement concerné constaterait que le médecin intérimaire ne dispose pas de la compétence requise ou n'adopte pas un comportement adapté, le titulaire du marché en est informé par courriel. La rupture du contrat de mise à disposition n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit de l'ETT. En cas de rupture du contrat de mise à disposition, l'ETT est alors tenu de remplacer le praticien et de conclure un nouveau contrat de mise à disposition avec l'établissement de santé.

En cas de faute lourde du praticien, le titulaire du marché en est informé par courriel par l'établissement public hospitalier utilisateur. La rupture du contrat de mise à disposition n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit de l'ETT. En cas de rupture du contrat de mise à disposition, l'ETT est alors tenu de remplacer le praticien et de conclure un nouveau contrat de mise à disposition avec l'établissement de santé.

ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE

18.1 Opérations de vérification

18.1.1 Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG, les vérifications pourront se dérouler sans que le titulaire ne soit informé par l'acheteur.

18.1.2 Déroulement des opérations de vérification

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, l'acheteur effectue les opérations de vérifications et notifie sa décision dans un délai de quinze jours à compter de la livraison.

18.1.3 Décision après vérification

Admission des prestations

Application du CCAG-FCS

Ajournement des prestations

Application du CCAG-FCS

Réfaction

Application du CCAG-FCS

Rejet

Application du CCAG-FCS.

18.1.4 Transfert de propriété

Application du CCAG-FCS

18.2 Maintenance des prestations

Sans objet

18.3 Garanties

Application du CCAG-FCS

ARTICLE 19 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 20 – RESILIATION

Application du CCAG-FCS et notamment de ses dispositions relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 – DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

DREETS des pays de la Loire
22 mail Pablo Picasso - BP 24209,
44042 Nantes cedex 1,
☎ 02 53 46 79 83
pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr

ARTICLE 22 – DEROGATIONS

L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.
L'article 8 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.
L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.
L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.
L'article 18.1.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG-FCS.
L'article 18.1.2 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG-FCS.

ARTICLE 23 – ANNEXES

Annexe A – Coordonnées Etablissements GHT avec FINESS + SIREN
